



**HAUTE-SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°70-2023-143

PUBLIÉ LE 24 NOVEMBRE 2023

# Sommaire

## **ARS Bourgogne Franche-Comté /**

70-2023-11-21-00005 - Arrêté ARSBFC/DSP/DPSE/2023-21 portant autorisation de création d'une Equipe Spécialisée de Soins Infirmiers Précarité (ESSIP) gérée par l'association ELIAD (3 pages) Page 3

## **DDETSPP de Haute-Saône / Inspection du Travail**

70-2023-11-22-00005 - Décision affectation et gestion des intérimis des agents en UC Haute-Saône Décembre 2023 (3 pages) Page 7

## **DDT de Haute-Saône / Service Environnement et Risques**

70-2023-11-23-00002 - Arrêté portant abrogation des limitations provisoires des usages de l'eau - Bassin versant de la Saône (6 pages) Page 11

70-2023-11-23-00001 - Arrêté portant abrogation des limitations provisoires des usages de l'eau - Vallée du Doubs - Ognon - Loue Plateau calcaire de la Haute-Saône (7 pages) Page 18

## **DDT de Haute-Saône / Service Urbanisme Habitat et Constructions**

70-2023-11-21-00004 - Arrêté n° 435 portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 08 décembre 2014 dans le cadre de la mise en accessibilité du magasin Ludus Luterhaa à Lure. (6 pages) Page 26

## **DRAAF Bourgogne Franche-Comté / Service régional de la forêt et du bois**

70-2023-11-24-00001 - Arrêté portant prorogation de l'aménagement de la forêt communale de SAINT-BRESSON pour la période 2024-2025 avec application du 2° de l'article L122-7 du code forestier (12 pages) Page 33

## **Préfecture de Haute-Saône / Direction de la citoyenneté, de l'immigration et des libertés publiques**

70-2023-11-24-00006 - Arrêté portant délégation de signature à Mme Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône (4 pages) Page 46

70-2023-11-24-00007 - Arrêté portant délégation de signature à Mme Cécile LECLERCQ-POULIN, directrice des collectivités territoriales et de la coordination interministérielle (3 pages) Page 51

## **Préfecture de Haute-Saône / Direction des services du cabinet**

70-2023-11-24-00002 - AP portant attribution de la médaille d'honneur agricole au titre de la promotion du 1er janvier 2024 (3 pages) Page 55

ARS Bourgogne Franche-Comté

70-2023-11-21-00005

Arrêté ARSBFC/DSP/DPSE/2023-21 portant  
autorisation de création d'une Equipe  
Spécialisée de Soins Infirmiers Précarité (ESSIP)  
gérée par l'association ELIAD

**ARRETÉ n° ARSBFC/DSP/DPSE/2023-21**

**Portant autorisation de création d'une Equipe Spécialisée de Soins Infirmiers Précarité (ESSIP) gérée par l'association ELIAD**

**FINESS ET : 70 000 629 9**

**Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne - Franche-Comté**

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 (9°), L 313-1, L 313-3 b, L 312-8, D 312-176-3, D 312-176-4 et D 312-176-4-26 ;
- Vu** le Code de la Santé Publique notamment les articles L 6325-1 et R 6325-1 ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale notamment l'article L 174-9-1 ;
- Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu** le décret en date du 2 novembre 2022 portant nomination de M. Jean-Jacques COIPLLET, en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne – Franche-Comté ;
- Vu** la décision ARS BFC/SG/2023-055 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne – Franche-Comté ;
- Vu** le décret n° 2021-1170 du 9 septembre 2021 relatif aux équipes mobiles médico-sociales intervenant auprès des personnes confrontées à des difficultés spécifiques ;
- Vu** le décret n° 2022-695 du 26 avril 2022 modifiant le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- Vu** l'instruction DGCS/1B/3A/5C/DSS/1A/DGS/SP2/SP3/2021/231 du 17 novembre 2021 complémentaire à l'instruction n° DGCS/1B/3A/5/DSS/1A/DGS/SP2/SP3/2021-120 du 8 juin 2021 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2021 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : ACT, LHSS, CAARUD, CSAPA, LAM et « Un chez soi d'abord » et le cahier des charges publié en annexe 2 ;
- Vu** l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ouvert pour la création d'Equipes Spécialisées de Soins Infirmiers Précarité (ESSIP) sur les 4 départements Franc-comtois (7 places) ;
- Vu** le dossier déposé en réponse par l'association ELIAD en date du 20 juin 2023 ;

.../...



**CONSIDERANT** que le projet répond à un besoin identifié par l'AMI ;

**CONSIDERANT** que le coût de fonctionnement est compatible avec le montant de la dotation régionale limitative ;

**ARRETE :**

**Article 1 :** L'autorisation visée à l'article L.313-1 du CASF est accordée à l'association **ELIAD** pour la création d'une Equipe Spécialisée de Soins Infirmiers Précarité (ESSIP) selon les caractéristiques suivantes :

| N° FINESS EJ            | Raison sociale  |
|-------------------------|---|
| 25 001 951 0            | ELIAD   |
| Adresse                 | 41 rue Thomas Edison – CS 92146<br>25052 BESANÇON Cedex |
| N° FINESS ETABLISSEMENT | Raison sociale  |
| 70 000 629 9            | ESSIP   |
| Adresse                 | Rue Gérôme – 70000 VESOUL                               |

| Catégorie d'établissement                            | Discipline   | Catégorie de clientèle        | Mode de fonctionnement | Nombre de places |
|--|--|-------------------------------|------------------------|------------------|
| 608 – EMMSP (équipe mobile médico-sociale précarité) | 512 – ESSIP (équipe spécialisée de soins infirmiers précarité) | 840 – Personnes sans domicile | 16 – Milieu ordinaire  | 7                |

**Article 2 :** La présente autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Son renouvellement, total ou partiel, est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8.

**Article 3 :** La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles dont les modalités d'organisation sont prévues par les articles D.313-11 à D313-14 du même code.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du CASF dont l'application est fixée à l'article D.313-7-2 du même code, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu de commencement d'exécution dans un délai de quatre ans suivant sa notification.

**Article 5 :** Les nouvelles caractéristiques de ce service seront répertoriées dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS).

.../...

**Article 6 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement au regard des caractéristiques prises en considération au niveau de l'autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L.313-1 du CASF. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**Article 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois qui suivent sa notification :

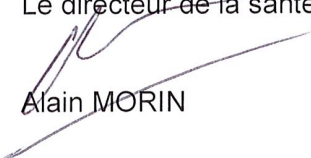
- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS Bourgogne Franche-Comté. Le recours administratif adressé, dans le délai précité, interrompt le délai pour introduire un recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon – 30 rue Charles Nodier – 25000 BESANÇON. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé par voie dématérialisée via le site <https://www.telerecours.fr/>

A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication du présent acte au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

**Article 8 :** Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région Bourgogne – Franche-Comté et du département de la Haute-Saône.

Fait à Dijon, le 21 novembre 2023

Pour le directeur général,  
Le directeur de la santé publique,

  
Alain MORIN

DDETSPP de Haute-Saône

70-2023-11-22-00005

Décision affectation et gestion des intérimaires des  
agents en UC Haute-Saône Décembre 2023



**Décision portant affectation des agents de contrôle dans l'unité de contrôle de la Haute-Saône et  
gestion des intérim**

**Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Bourgogne  
Franche-Comté**

**Vu** le code du travail, notamment ses articles R. 8122-3 et suivants,

**Vu** le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

**Vu** le décret n°2021-124 du 5 février 2021 relatif à la compétence de l'inspection du travail dans les établissements et ouvrages des aménagements hydroélectriques concédés ainsi que dans les mines et carrières,

**Vu** l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail ;

**Vu** l'arrêté du 12 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Simon-Pierre EURY au poste de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Bourgogne Franche-Comté,

**Vu** la décision du DREETS en date du 22 novembre 2023 relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail pour la région Bourgogne Franche-Comté,

**DECIDE**

**Article 1 :**

Est nommé comme responsable de l'unité de contrôle de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Haute-Saône :

Monsieur KAUFFMANN Damien

**Article 2 :**

Sans préjudice des dispositions de l'article R.8122-10-I du code du travail et conformément aux dispositions de l'article R.8122-11 du code du travail, sont affectés dans les sections d'inspection de l'unité de contrôle de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Haute-Saône, les agents suivants :

1ère section : section vacante

- Pour les professions agricoles visées à l'article L 717-1 du code rural et de la pêche maritime, pour les entreprises extérieures intervenant au sein de ces entreprises et établissements, ainsi que pour les chantiers du bâtiment ou de travaux publics réalisés dans celles-ci, l'intérim de la 1<sup>ère</sup> section est assuré par Madame Catherine GARCIA, inspecteur du travail ;
- Pour l'industrie, le commerce, les services, les transports, les entreprises extérieures intervenant au sein de ces entreprises et établissements, ainsi que pour les chantiers du bâtiment ou de travaux publics réalisés dans ceux-ci, à l'exception de la SNCF, des mines, carrières et leurs dépendances, l'intérim est assuré par Madame Delphine GUENOT, inspecteur du travail.

2ème section : Madame Catherine GARCIA, inspecteur du travail ;

3ème section : Madame Jenny BERNARD, inspecteur du travail ;

4ème section : Madame Marie-Claude TROUTIER, inspecteur du travail ;

5ème section : Madame Delphine GUENOT, inspecteur du travail ;

6ème section : Madame Valérie DROUOT, inspecteur du travail.

### **Article 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs agents de contrôle désignés à l'article 2, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après :

#### **1ère section :**

- Pour les professions agricoles visées à l'article L 717-1 du code rural et de la pêche maritime, pour les entreprises extérieures intervenant au sein de ces entreprises et établissements, ainsi que pour les chantiers du bâtiment ou de travaux publics réalisés dans celles-ci, l'intérim de l'inspecteur du travail de la 1ère section est assuré par l'inspecteur du travail de la 6ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 3ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 5ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 4ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail, responsable de l'unité de contrôle ;
- Pour l'industrie, le commerce, les services, les transports, les entreprises extérieures intervenant au sein de ces entreprises et établissements, ainsi que pour les chantiers du bâtiment ou de travaux publics réalisés dans ceux-ci, à l'exception de la SNCF, l'intérim de l'inspecteur du travail de la 1ère section est assuré par l'inspecteur du travail de la 2ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 6ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 4ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 3ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail, responsable de l'unité de contrôle ;

#### **2ème section :**

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 2ème section est assuré par l'inspecteur du travail de la 5ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 6ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 4ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 3ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail, responsable de l'unité de contrôle ;

#### **3ème section :**

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 3ème section est assuré par l'inspecteur du travail de la 4ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 6ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 5ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 2ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail, responsable de l'unité de contrôle ;

**4<sup>ème</sup> section :**

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 4<sup>ème</sup> section est assuré par l'inspecteur du travail de la 3<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 6<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 2<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 5<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail, responsable de l'unité de contrôle ;

**5<sup>ème</sup> section :**

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 5<sup>ème</sup> section est assuré par l'inspecteur du travail de la 2<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 4<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 3<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 6<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail, responsable de l'unité de contrôle ;

**6<sup>ème</sup> section :**

- Pour les professions agricoles visées à l'article L 717-1 du code rural et de la pêche maritime, pour les entreprises extérieures intervenant au sein de ces entreprises et établissements, ainsi que pour les chantiers du bâtiment ou de travaux publics réalisés dans celles-ci, l'intérim de l'inspecteur du travail de la 6<sup>ème</sup> section est assuré par l'inspecteur du travail de la 3<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 2<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 5<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 4<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail, responsable de l'unité de contrôle ;
- Pour l'industrie, le commerce, les services, les transports, les entreprises extérieures intervenant au sein de ces entreprises et établissements, ainsi que pour les chantiers du bâtiment ou de travaux publics réalisés dans ceux-ci, à l'exception de la SNCF, l'intérim de l'inspecteur du travail de la 6<sup>ème</sup> section est assuré par l'inspecteur du travail de la 4<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 5<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 2<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail de la 3<sup>ème</sup> section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur du travail, responsable de l'unité de contrôle.

**Article 4 :**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Bourgogne Franche-Comté et le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et la protection des populations de Haute-Saône sont chargés de l'application de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de département de Haute-Saône et entre en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre 2023.

Fait à Besançon, le 22 novembre 2023

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Bourgogne Franche-Comté

  
Simon-Pierre EURY

DDT de Haute-Saône

70-2023-11-23-00002

Arrêté portant abrogation des limitations  
provisoires des usages de l'eau - Bassin versant de  
la Saône





**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture  
de la Haute-Saône**

**Arrêté du 23 novembre 2023  
portant abrogation des limitations provisoires des usages de l'eau  
Bassin versant de la Saône**

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE**

**VU** le Code de l'Environnement pris notamment en son article L. 211-3, relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie ;

**VU** le Code Civil et notamment les articles 640 à 645 ;

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment son titre II ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 2212-2-5 L. 2212-2 et L. 2215-1, relatifs aux pouvoirs du représentant de l'État dans un département en matière de police ;

**VU** le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, Monsieur Romain ROYET ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée en vigueur ;

**VU** l'article 14 de l'arrêté intégré du 2 février 1998 par lequel le préfet peut limiter ou suspendre provisoirement les usages de l'eau pour les installations relevant de cette législation ;

**VU** l'instruction ministérielle du 27 juillet 2021 introduisant un guide national sur la gestion de la sécheresse pour harmoniser les mesures au niveau national ;

**VU** l'arrêté cadre départemental n° 70-2023-07-12-00002 du 12 juillet 2023 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Haute-Saône ;

**VU** l'arrêté n°70-2023-11-03-00003 du 3 novembre 2023 portant limitation provisoire des usages de l'eau en zone d'alerte Bassin versant de la Saône - niveau n° 2 ALERTE ;



**CONSIDÉRANT** l'amélioration de la situation hydrologique actuelle dans la zone d'alerte du bassin versant de la Saône, et notamment au niveau des rivières tel qu'il peut être apprécié au moyen du réseau des mesures des débits des cours d'eau ;

**CONSIDÉRANT** le retour à la normale de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine dans la zone d'alerte du bassin versant de la Saône ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de l'abondance des récentes précipitations, la situation actuelle dans la zone d'alerte du bassin versant de la Saône ne justifie plus de restrictions des usages de l'eau ;

**SUR** la proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1** : Objet

L'arrêté n° 70-2023-11-03-00003 du 3 novembre 2023 portant limitation provisoire des usages de l'eau est abrogé.

### **Article 2** : Mesures applicables

Plus aucune mesure de restrictions des usages de l'eau n'est appliquée sur la zone d'alerte du **bassin versant de la Saône (RM 1)**.

Le détail des communes concernées figure en annexes 1 et 2.

### **Article 3** – Délais et voies de recours

Un recours contentieux peut être formé contre le présent arrêté devant le tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25044 BESANÇON Cedex 3, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 4** – Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera affiché dans les mairies citées à l'article 1er du présent arrêté en un lieu accessible à tout moment et rendu public par tout moyen approprié.

Cet arrêté sera également publié sur le site internet national Propluvia.

## Article 5 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence régionale de santé, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs et ampliation en sera adressée :

- à M. le Préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée,
- à Mmes et MM. les Maires des communes concernées,
- à MM. les Présidents des Syndicats des Eaux du département de la Haute-Saône,
- à M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté,
- à M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Haute-Saône,
- à Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Saône,
- à Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique du Doubs (CISP Montbéliard-Héricourt),
- à M. le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité,
- à M. le Président de la Chambre d'Agriculture,
- à M. le Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie,
- à M. le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- à M. le Président de la Fédération de Haute-Saône pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- à M. le Directeur départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la protection des populations

Fait à Vesoul, le **23 NOV. 2023**

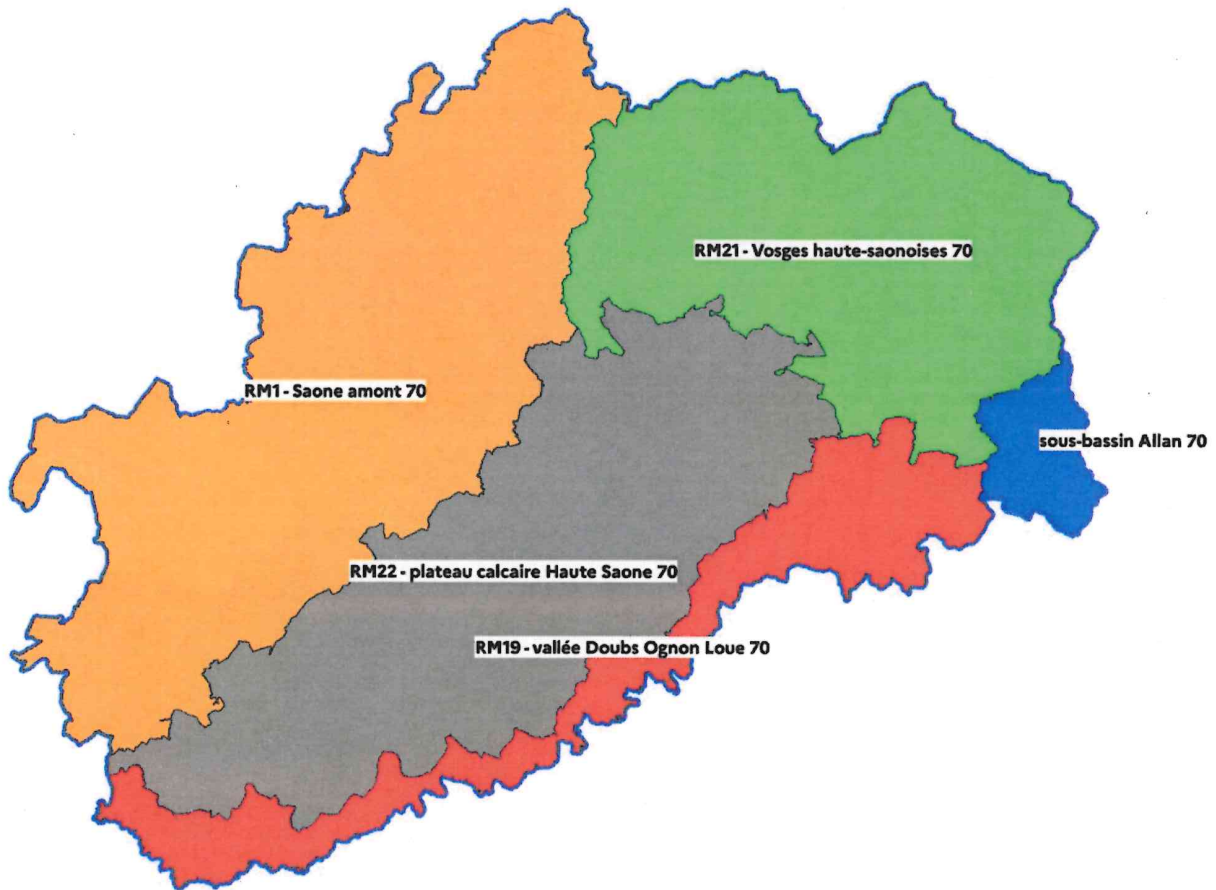
Le Préfet



Romain ROYET

## Annexe 1

### Carte des zones d'alerte



Préfecture de la Haute-Saône  
BP 429 – 70 013 VESOUL Cedex  
tél : 03 84 77 70 00 – mèl : [prefecture@haute-saone.gouv.fr](mailto:prefecture@haute-saone.gouv.fr)  
Site internet : <http://www.haute-saone.gouv.fr>

## Annexe 2

|             |  |  |                               |
|-------------|--|--|-------------------------------|
| <b>RM 1</b> | <b>Aboncourt-Gesincourt</b>                        | <b>Brotte-les-Ray</b>                  | <b>Ecuelle</b>                |
|             | <b>Achey</b>                                       | <b>Broyes-les-Loups-et-Verfontaine</b> | <b>Esmoulins</b>              |
|             | <b>Aisey-et-Richecourt</b>                         | <b>Bucey-les-Traves</b>                | <b>Essertenne-et-Cecey</b>    |
|             | <b>Alaincourt</b>                                  | <b>Buffignecourt</b>                   | <b>Fahy-les-Autrey</b>        |
|             | <b>Amance</b>                                      | <b>Cemboing</b>                        | <b>Faverney</b>               |
|             | <b>Ambievillers</b>                                | <b>Cendrecourt</b>                     | <b>Fedry</b>                  |
|             | <b>Amoncourt</b>                                   | <b>Champlitte</b>                      | <b>Ferrières-les-Ray</b>      |
|             | <b>Anchenoncourt-et-Chazel</b>                     | <b>Chantes</b>                         | <b>Ferrières-les-Scey</b>     |
|             | <b>Apremont</b>                                    | <b>Chargey-les-Gray</b>                | <b>Fleurey-les-Faverney</b>   |
|             | <b>Arbecey</b>                                     | <b>Chagey-les-Port</b>                 | <b>Fleurey-les-Lavoncourt</b> |
|             | <b>Arc-les-Gray</b>                                | <b>Charmes-Saint-Valbert</b>           | <b>Fontenois-laVille</b>      |
|             | <b>Argillières</b>                                 | <b>Chassey-les-Scey</b>                | <b>Fouchecourt</b>            |
|             | <b>Attricourt</b>                                  | <b>Chauvirey-le-Chatel</b>             | <b>Fouvent-Saint-Andoche</b>  |
|             | <b>Augicourt</b>                                   | <b>Chauvirey-le-Vieil</b>              | <b>Framont</b>                |
|             | <b>Autet</b>                                       | <b>Chaux-les-Port</b>                  | <b>Francourt</b>              |
|             | <b>Autrey-les-Gray</b>                             | <b>Chemilly</b>                        | <b>Gevigney-et-Mercey</b>     |
|             | <b>Auvet-et-la-Chapelotte</b>                      | <b>Cintrey</b>                         | <b>Gourgeon</b>               |
|             | <b>Barges</b>                                      | <b>Combeaufontaine</b>                 | <b>Grandecourt</b>            |
|             | <b>Baulay</b>                                      | <b>Conflandey</b>                      | <b>Gray</b>                   |
|             | <b>Beaujeu-Saint-Vallier-Pierrejux-et-Quitteur</b> | <b>Confracourt</b>                     | <b>Gray-la-Ville</b>          |
|             | <b>Betaucourt</b>                                  | <b>Contreglise</b>                     | <b>Hurecourt</b>              |
|             | <b>Betoncourt-sur-Mance</b>                        | <b>Cornot</b>                          | <b>Jonvelle</b>               |
|             | <b>Blondefontaine</b>                              | <b>Corre</b>                           | <b>Jussey</b>                 |
|             | <b>Bougey</b>                                      | <b>Courtesoult-et-Gatey</b>            | <b>La Basse-Vaivre</b>        |
|             | <b>Bouhans-et-Feurg</b>                            | <b>Dampierre-sur-Salon</b>             | <b>La Nouvelle-les-Scey</b>   |
|             | <b>Bourbevelle</b>                                 | <b>Delain</b>                          | <b>La Quarte</b>              |
|             | <b>Bourguignon-les-Morey</b>                       | <b>Demangevelle</b>                    | <b>La Roche Morey</b>         |
|             | <b>Bousseraucourt</b>                              | <b>Denevre</b>                         | <b>La Rochelle</b>            |
|             |  |  | <b>Lambrey</b>                |

Préfecture de la Haute-Saône  
 BP 429 – 70 013 VESOUL Cedex  
 tél : 03 84 77 70 00 – mèl : [prefecture@haute-saone.gouv.fr](mailto:prefecture@haute-saone.gouv.fr)  
 Site internet : <http://www.haute-saone.gouv.fr>

|                                     |                                      |                                   |
|-------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Larret</b>                       | <b>Passavant-la-Rochère</b>          | <b>Senoncourt</b>                 |
| <b>Lavigney</b>                     | <b>Percey-le-Grand</b>               | <b>Seveux-Motey</b>               |
| <b>Lavoncourt</b>                   | <b>Pierrecourt</b>                   | <b>Soing-Cubry-Charentenay</b>    |
| <b>Lœuilley</b>                     | <b>Polaincourt-et-Clairefontaine</b> | <b>Tartecourt</b>                 |
| <b>Magny-les-Jussey</b>             | <b>Pont-du-Bois</b>                  | <b>Theuley</b>                    |
| <b>Mailleroncourt-Saint-Pancras</b> | <b>Port-sur-Saône</b>                | <b>Tincey-et-Pontrebeau</b>       |
| <b>Malvillers</b>                   | <b>Poyans</b>                        | <b>Traves</b>                     |
| <b>Mantoche</b>                     | <b>Preigney</b>                      | <b>Vaite</b>                      |
| <b>Melin</b>                        | <b>Purgerot</b>                      | <b>Vanne</b>                      |
| <b>Melincourt</b>                   | <b>Raincourt</b>                     | <b>Vars</b>                       |
| <b>Membrey</b>                      | <b>Ranzevelle</b>                    | <b>Vauchoux</b>                   |
| <b>Menoux</b>                       | <b>Ray-sur-Saône</b>                 | <b>Vauconcourt-Nervezain</b>      |
| <b>Mercey-sur-Saône</b>             | <b>Recologne</b>                     | <b>Vauvillers</b>                 |
| <b>Molay</b>                        | <b>Renaucourt</b>                    | <b>Velet</b>                      |
| <b>Mont-Saint-Léger</b>             | <b>Rigny</b>                         | <b>Velexon-Queutrey-et-Vaudey</b> |
| <b>Montcourt</b>                    | <b>Roche-et-Raucourt</b>             | <b>Venisey</b>                    |
| <b>Montdore</b>                     | <b>Rosières-sur-Mance</b>            | <b>Vereux</b>                     |
| <b>Montigny-lesCherlieu</b>         | <b>Rupt-sur-Saône</b>                | <b>Vernois-sur-Mance</b>          |
| <b>Montot</b>                       | <b>Saint-Marcel</b>                  | <b>Villars-le-Pautel</b>          |
| <b>Montureux-et-Prantigny</b>       | <b>Saint-Rémy-en-Comté</b>           | <b>Villers-Vaudey</b>             |
| <b>Montureux-les-Baulay</b>         | <b>Saponcourt</b>                    | <b>Vitrey-sur-Mance</b>           |
| <b>Nantilly</b>                     | <b>Savoieux</b>                      | <b>Volon</b>                      |
| <b>Oigney</b>                       | <b>Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin</b> | <b>Vougecourt</b>                 |
| <b>Ormoy</b>                        | <b>Selles</b>                        | <b>Vy-les-Rupt</b>                |
| <b>Ouge</b>                         | <b>Semmadon</b>                      |                                   |
| <b>Ovanches</b>                     |                                      |                                   |
| <b>Oyrières</b>                     |                                      |                                   |

DDT de Haute-Saône

70-2023-11-23-00001

Arrêté portant abrogation des limitations  
provisoires des usages de l'eau - Vallée du Doubs  
- Ognon - Loue Plateau calcaire de la  
Haute-Saône

**Arrêté du 23 novembre 2023  
portant abrogation des limitations provisoires des usages de l'eau  
Vallée du Doubs – Ognon – Loue  
Plateau calcaire de la Haute-Saône**

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE**

**VU** le Code de l'Environnement pris notamment en son article L. 211-3, relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie ;

**VU** le Code Civil et notamment les articles 640 à 645 ;

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment son titre II ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 2212-2-5 L. 2212-2 et L. 2215-1, relatifs aux pouvoirs du représentant de l'État dans un département en matière de police ;

**VU** le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, Monsieur Romain ROYET ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée en vigueur ;

**VU** l'article 14 de l'arrêté intégré du 2 février 1998 par lequel le préfet peut limiter ou suspendre provisoirement les usages de l'eau pour les installations relevant de cette législation ;

**VU** l'instruction ministérielle du 27 juillet 2021 introduisant un guide national sur la gestion de la sécheresse pour harmoniser les mesures au niveau national ;

**VU** l'arrêté cadre départemental n° 70-2023-07-12-00002 du 12 juillet 2023 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Haute-Saône ;

**VU** l'arrêté n°70-2023-11-03-00004 du 3 novembre 2023 portant limitation provisoire des usages de l'eau en zones d'alerte Vallée du Doubs-Ognon-Loue et Plateau calcaire de la Haute-Saône - niveau n° 2 ALERTE ;



**CONSIDÉRANT** l'amélioration de la situation hydrologique actuelle dans les zones d'alerte de la Vallée du Doubs-Ognon-Loue et du Plateau calcaire de la Haute-Saône, et notamment au niveau des rivières tel qu'il peut être apprécié au moyen du réseau des mesures des débits des cours d'eau ;

**CONSIDÉRANT** le retour à la normale de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine dans les zones d'alerte de la Vallée du Doubs-Ognon-Loue et du Plateau calcaire de la Haute-Saône ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de l'abondance des récentes précipitations, la situation actuelle dans les zones d'alerte de la Vallée du Doubs-Ognon-Loue et du Plateau calcaire de la Haute-Saône ne justifie plus de restrictions des usages de l'eau ;

**SUR** la proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1** : Objet

L'arrêté n° 70-2023-11-03-00004 du 3 novembre 2023 portant limitation provisoire des usages de l'eau en zones d'alerte Vallée du Doubs-Ognon-Loue et Plateau calcaire de la Haute-Saône - niveau n° 2 ALERTE - est abrogé.

### **Article 2** : Mesures applicables

Plus aucune mesure de restrictions des usages de l'eau n'est appliquée sur les zones d'alerte suivantes :

- Vallée Doubs – Ognon – Loue (RM 19) ;
- Plateau calcaire de la Haute-Saône (RM 22) ;

Le détail des communes par zones d'alertes figure en annexes 1 et 2.

### **Article 3** – Délais et voies de recours

Un recours contentieux peut être formé contre le présent arrêté devant le tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25044 BESANÇON Cedex 3, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 4** – Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera affiché dans les mairies citées à l'article 1er du présent arrêté en un lieu accessible à tout moment et rendu public par tout moyen approprié.

Cet arrêté sera également publié sur le site internet national Propluvia.



## **Article 5 – Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence régionale de santé, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs et ampliation en sera adressée :

- à M. le Préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée,
- à Mmes et MM. les Maires des communes concernées,
- à MM. les Présidents des Syndicats des Eaux du département de la Haute-Saône,
- à M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté,
- à M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Haute-Saône,
- à Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Saône,
- à Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique du Doubs (CISP Montbéliard-Héricourt),
- à M. le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité,
- à M. le Président de la Chambre d'Agriculture,
- à M. le Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie,
- à M. le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- à M. le Président de la Fédération de Haute-Saône pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- à M. le Directeur départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la protection des populations

Fait à Vesoul, le **23 NOV. 2023**

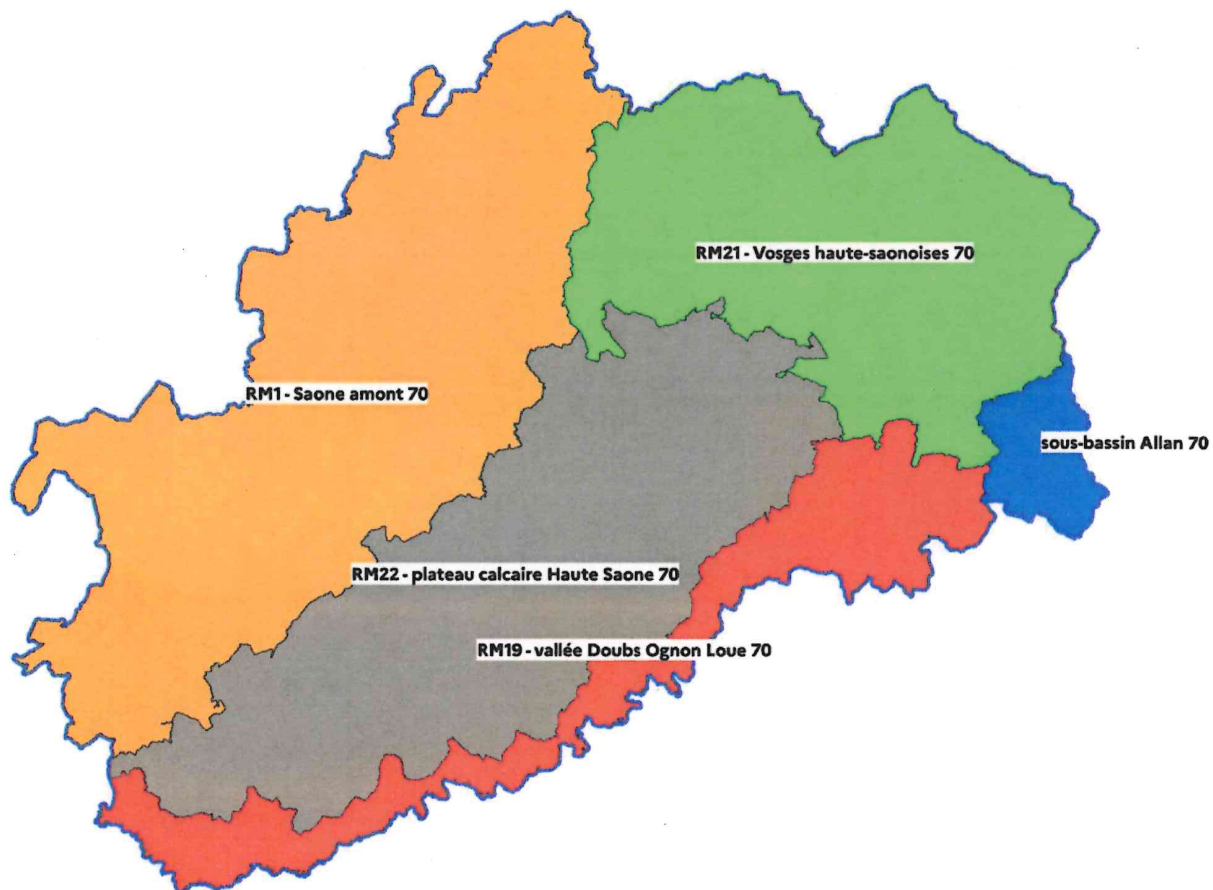
Le Préfet



Romain ROYET

## Annexe 1

### Carte des zones d'alerte



Préfecture de la Haute-Saône  
BP 429 – 70 013 VESOUL Cedex  
tél : 03 84 77 70 00 – mèl : [prefecture@haute-saone.gouv.fr](mailto:prefecture@haute-saone.gouv.fr)  
Site internet : <http://www.haute-saone.gouv.fr>

## Annexe 2

|              |                                  |   |                                    |
|--------------|----------------------------------|---|------------------------------------|
| <b>RM 19</b> | <b>Aillevans</b>                 | <b>Crevans-et-la-Chapelle-lès-Granges</b> | <b>Moffans-et-Vacheresse</b>       |
|              | <b>Athesans-Étroitefontaine</b>  | <b>Cromary</b>                            | <b>Moimay</b>                      |
|              | <b>Aulx-lès-Cromary</b>          | <b>Esprels</b>                            | <b>Montagney</b>                   |
|              | <b>Autrey-le-Vay</b>             | <b>Étuz</b>                               | <b>Montbozon</b>                   |
|              | <b>Bard-lès-Pesmes</b>           | <b>Fallon</b>                             | <b>Motey-Besuche</b>               |
|              | <b>Bay</b>                       | <b>Faymont</b>                            | <b>Perrouse</b>                    |
|              | <b>Beaumontte-Aubertans</b>      | <b>Georfans</b>                           | <b>Pesmes</b>                      |
|              | <b>Beaumontte-lès-Pin</b>        | <b>Gouhenans</b>                          | <b>Pin</b>                         |
|              | <b>Besnans</b>                   | <b>Grammont</b>                           | <b>Pont-sur-l'Ognon</b>            |
|              | <b>Beveuge</b>                   | <b>Granges-la-Ville</b>                   | <b>Saint-Ferjeux</b>               |
|              | <b>Bouhans-lès-Montbozon</b>     | <b>Granges-le-Bourg</b>                   | <b>Saint-Sulpice</b>               |
|              | <b>Boulot</b>                    | <b>Hugier</b>                             | <b>Saulnot</b>                     |
|              | <b>Bresilley</b>                 | <b>La Barre</b>                           | <b>Sauvigney-lès-Pesmes</b>        |
|              | <b>Broye-Aubigney-Montseugny</b> | <b>La Résie-Saint-Martin</b>              | <b>Secenans</b>                    |
|              | <b>Brussey</b>                   | <b>La Vergenne</b>                        | <b>Senargent-Mignafans</b>         |
|              | <b>Bussièrès</b>                 | <b>Larians-et-Munans</b>                  | <b>Sornay</b>                      |
|              | <b>Buthiers</b>                  | <b>Le Val-de-Gouhenans</b>                | <b>Thieffrans</b>                  |
|              | <b>Cenans</b>                    | <b>Les Aynans</b>                         | <b>Thiénans</b>                    |
|              | <b>Chambornay-lès-Bellevaux</b>  | <b>Les Magny</b>                          | <b>Vandelans</b>                   |
|              | <b>Chambornay-lès-Pin</b>        | <b>Longevelle</b>                         | <b>Vellechevreux-et-Courbenans</b> |
|              | <b>Chancey</b>                   | <b>Loulans-Verchamp</b>                   | <b>Villafans</b>                   |
|              | <b>Chassey-lès-Montbozon</b>     | <b>Malans</b>                             | <b>Villargent</b>                  |
|              | <b>Chaumercenne</b>              | <b>Marast</b>                             | <b>Villers-la-Ville</b>            |
|              | <b>Chavanne</b>                  | <b>Marnay</b>                             | <b>Villers-sur-Saulnot</b>         |
|              | <b>Chenevrey-et-Morogne</b>      | <b>Maussans</b>                           | <b>Villersexel</b>                 |
|              | <b>Cirey</b>                     | <b>Mélecey</b>                            | <b>Voray-sur-l'Ognon</b>           |
|              | <b>Cognières</b>                 | <b>Mignavillers</b>                       | <b>Vregille</b>                    |
|              | <b>Courchaton</b>                |   |                                    |

|       |                               |                                     |  |
|-------|-------------------------------|-------------------------------------|--|
| RM 22 | Adelans-et-le-Val-de-Bithaine | Fondremand                          | Provenchère                              |
|       | Amblans-et-Velotte            | Fontenois-lès-Montbozon             | Pusey                                    |
|       | Ancier                        | Frasne-le-Château                   | Pusy-et-Épenoux                          |
|       | Andelarre                     | Fresne-Saint-Mamès                  | Quenoche                                 |
|       | Andelarrot                    | Fretigney-et-Velloreille            | Quincey                                  |
|       | Angirey                       | Frotey-lès-Vesoul                   | Raze                                     |
|       | Aroz                          | Genevreville                        | Recologne-lès-Rioz                       |
|       | Arpenans                      | Genevrey                            | Rioz                                     |
|       | Arsans                        | Germigney                           | Roche-sur-Linotte-et-Sorans-les-Cordiers |
|       | Authoison                     | Gézier-et-Fontenelay                | Rosey                                    |
|       | Autoreille                    | Grandvelle-et-le-Perrenot           | Ruhans                                   |
|       | Autrey-lès-Cerre              | Grattery                            | Saint-Broing                             |
|       | Auxon                         | Gy                                  | Saint-Gand                               |
|       | Avrigney-Virey                | Hyet                                | Saint-Loup-Nantouard                     |
|       | Baignes                       | igny                                | Sainte-Reine                             |
|       | Batrans                       | La Chapelle-Saint-Quillain          | Saulx                                    |
|       | Bonboillon                    | La Creuse                           | Sauvigney-lès-Gray                       |
|       | Bonnevent-Velloreille         | La Demie                            | Scye                                     |
|       | Borey                         | La Grande-Résie                     | Servigney                                |
|       | Bougnon                       | La Malachère                        | Sorans-lès-Breurey                       |
|       | Boult                         | La Romaine                          | Traitiéfontaine                          |
|       | Bourguignon-lès-la-Charité    | La Vernotte                         | Trésilley                                |
|       | Boursières                    | La Villeneuve-Bellenoye-et-la-Maize | Tromarey                                 |
|       | Bucey-lès-Gy                  | Le Magnoray                         | Vadans                                   |
|       | Calmoutier                    | Le Tremblois                        | Vaivre-et-Montoille                      |
|       | Cerre-lès-Noroy               | Le Val-Saint-Éloi                   | Valay                                    |
|       | Champtonnay                   | Les Bâties                          | Vallerois-le-Bois                        |
|       | Champvans                     | Lieffrans                           | Vallerois-Lorioz                         |
|       | Charcenne                     | Lieucourt                           | Vantoux-et-Longeville                    |
|       | Chariez                       |                                     |  |

Préfecture de la Haute-Saône  
BP 429 – 70 013 VESOUL Cedex  
tél : 03 84 77 70 00 – mèl : [prefecture@haute-saone.gouv.fr](mailto:prefecture@haute-saone.gouv.fr)  
Site internet : <http://www.haute-saone.gouv.fr>

|                                  |                                |  |
|----------------------------------|--------------------------------|--|
| <b>Charmoille</b>                | <b>Liévens</b>                 | <b>Varogne</b>                             |
| <b>Châteney</b>                  | <b>Mailleroncourt-Charette</b> | <b>Vaux-le-Moncelot</b>                    |
| <b>Châtenois</b>                 | <b>Mailley-et-Chazelot</b>     | <b>Velesmes-Échevanne</b>                  |
| <b>Chaux-la-Lotière</b>          | <b>Maizières</b>               | <b>Velle-le-Châtel</b>                     |
| <b>Chevigney</b>                 | <b>Mollans</b>                 | <b>Velleclair</b>                          |
| <b>Choye</b>                     | <b>Mont-le-Vernois</b>         | <b>Vellefaux</b>                           |
| <b>Citey</b>                     | <b>Montarlot-lès-Rioz</b>      | <b>Vellefrey-et-Vellefrange</b>            |
| <b>Clans</b>                     | <b>Montboillon</b>             | <b>Vellefrie</b>                           |
| <b>Colombe-lès-Vesoul</b>        | <b>Montcey</b>                 | <b>Velleguindry-et-Levrecey</b>            |
| <b>Colombier</b>                 | <b>Montigny-lès-Vesoul</b>     | <b>Velleminfroy</b>                        |
| <b>Colombotte</b>                | <b>Montjustin-et-Velotte</b>   | <b>Vellemoz</b>                            |
| <b>Comberjon</b>                 | <b>Navenne</b>                 | <b>Velloreille-lès-Choye</b>               |
| <b>Cordonnet</b>                 | <b>Neurey-en-Vaux</b>          | <b>Venère</b>                              |
| <b>Coulevon</b>                  | <b>Neurey-lès-la-Demie</b>     | <b>Vesoul</b>                              |
| <b>Courcuire</b>                 | <b>Neuville-lès-Cromary</b>    | <b>Villefrancon</b>                        |
| <b>Cresancey</b>                 | <b>Neuville-lès-la-Charité</b> | <b>Villeparois</b>                         |
| <b>Creveney</b>                  | <b>Noidans-le-Ferroux</b>      | <b>Villers-Bouton</b>                      |
| <b>Cugney</b>                    | <b>Noidans-lès-Vesoul</b>      | <b>Villers-Chemin-et-Mont-lès-Étrelles</b> |
| <b>Cult</b>                      | <b>Noiron</b>                  | <b>Villers-le-Sec</b>                      |
| <b>Dambenoît-lès-Colombe</b>     | <b>Noroy-le-Bourg</b>          | <b>Villers-Pater</b>                       |
| <b>Dampierre-sur-Linotte</b>     | <b>Oiselay-et-Grachaux</b>     | <b>Villers-sur-Port</b>                    |
| <b>Dampvalley-lès-Colombe</b>    | <b>Onay</b>                    | <b>Vilory</b>                              |
| <b>Échenoz-la-Méline</b>         | <b>Oppenans</b>                | <b>Visoncourt</b>                          |
| <b>Échenoz-le-Sec</b>            | <b>Oricourt</b>                | <b>Vy-le-Ferroux</b>                       |
| <b>Étrelles-et-la-Montbleuse</b> | <b>Ormenans</b>                | <b>Vy-lès-Filain</b>                       |
| <b>Filain</b>                    | <b>Pennesières</b>             | <b>Vy-lès-Lure</b>                         |
| <b>Flagy</b>                     | <b>Pomoy</b>                   |  |
|                                  | <b>Pontcey</b>                 |  |

DDT de Haute-Saône

70-2023-11-21-00004

Arrêté n° 435 portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 08 décembre 2014 dans le cadre de la mise en accessibilité du magasin Ludus Luterhaa à Lure.



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
des Territoires de la  
Haute-Saône**

**Arrêté N° 435**

portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 08 décembre 2014 dans le cadre de la mise en accessibilité du magasin Ludus Luterhaa à Lure

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE**

**VU** le code de la construction et de l'habitation ;

**VU** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, modifié par le décret n° 2014-1312 du 31 octobre 2014 ;

**VU** le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, M. Romain ROYET ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 70-2017-02-24-002 du 24 février 2017 portant renouvellement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, des sous-commissions départementales, des commissions d'arrondissements et des groupes de visites de la sous-commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 70-2023-10-16-00028 du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Didier CHAPUIS, directeur départemental des territoires de la Haute-Saône ;

**VU** la demande de dérogation aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 08 décembre 2014 présentée par Mme Victoria Visani représentant l'EURL Ludus Luterhaa, afin d'être autorisée à ne pas mettre en conformité aux règles d'accessibilité la circulation horizontale du magasin Ludus Luterhaa au motif que les deux paliers de la boutique sont séparés par deux marches de 18 cm de hauteur chacune et que l'établissement ne dispose pas d'une longueur suffisante pour installer une rampe d'accès ;

**VU** l'avis favorable de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées à sa séance du 31 octobre 2023 joint au présent arrêté ;

**Considérant** que la hauteur à franchir des 2 marches est de 36 cm et que la tolérance d'une pente à 6 % correspondrait à une rampe d'accès de plus de 6 mètres,

**Considérant** que l'établissement ne dispose pas de la longueur suffisante pour installer une rampe de plus de 6 mètres,

**Considérant** que le pétitionnaire prévoit, en contre-partie et sur demande, la mise à disposition d'une rampe amovible de 1,50 mètres ;

Direction Départementale des Territoires de la Haute-Saône

24, boulevard des Alliés – CS 50389

70014 Vesoul Cedex

Tél : 03 63 37 92 00 – mèl : [ddt@haute-saone.gouv.fr](mailto:ddt@haute-saone.gouv.fr) Site internet : <http://www.haute-saone.gouv.fr>





**Considérant** que cette dérogation à la réglementation est possible pour une pente à 24 % en apportant une aide humaine à la personne en situation de handicap ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La demande de dérogation indiquée dans le visa ci-dessus est accordée sous réserve du respect des prescriptions prévues dans l'article 2.

### **Article 2 :**

Pour l'accès au second palier des personnes en fauteuil roulant, une aide humaine devra être apportée et une bande d'éveil à la vigilance devra être installée en haut des marches, à 50 cm du bord, pour les personnes mal voyantes.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône et un exemplaire sera notifié à la directrice des services du cabinet de la préfecture de la Haute-Saône, au directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, au directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Haute-Saône et au maire de la commune de Lure.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. Le demandeur pourra également saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le même délai. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) sur l'ensemble du territoire français.

### **Article 5 :**

La directrice des services du cabinet de la préfecture de la Haute-Saône, le directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Haute-Saône et le maire de la commune de Lure sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le **21 NOV. 2023**

Pour le Préfet et par délégation  
Le directeur départemental des territoires

Didier CHAPUIS

ESUS VON I S

**PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE**

Direction départementale des  
territoires

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE  
D'ACCESSIBILITÉ**

DDT 70/SUHC/CP

Dossier suivi par :  
Sebastien LAFORET

Tél. : +33 363379397

sebastien.laforet@haute-saône.-  
gouv.fr

**Sous Commission Départementale d'Accessibilité**

**Réunion du mardi 31 octobre 2023**

-----  
**RAPPORT D'ETUDE DU DOSSIER**

**Textes de référence**

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

**DOSSIER N° AT 070 310 23 N 0020**

**Commune : LURE**

**Demandeur : EURL Ludus Luterhaa représenté(e) par Mme VISANI Victoria**

Adresse du demandeur : 7 rue de la Broche 70200 CLAIREGOUTTE

**Nom établissement : Ludus Luterhaa**

Adresse des travaux : 25 rue de la gare 70200 LURE

### Nature des travaux :

Le projet prévoit l'ouverture d'une boutique de jeux de société, de vente de figurines à peindre et de maquettes de robots japonais.

Le local en rez-de-chaussée comprend deux paliers séparés par 2 marches.

Type : M Magasins de vente, centres commerciaux / Catégorie ERP : 5

### Demande de dérogation : oui, 1 point dérogatoire

Point dérogatoire 1 (Impossibilité technique) :

Les deux paliers de la boutique sont séparés par deux marches de 18 cm de hauteur chacune, soit une hauteur totale à franchir de 36 cm. De ce fait, la surface nécessaire pour l'installation d'une rampe d'accès est de 6 mètres. L'établissement ne dispose pas d'une longueur aussi conséquente. En contrepartie, une rampe amovible d'1,50 mètre de long, soit une pente de 24%, sera disponible sur demande. Cette dérogation à la réglementation est possible en apportant une aide humaine à la personne en fauteuil roulant.

### AVIS DE L'INSTRUCTEUR

#### - sur l'autorisation : Favorable

|   |   |
|---|---|
| ERP - IOP Existant/Arrêté du 8 décembre 2014/Art.2-Cheminements extérieurs/ II.-Caractéristiques minimales 1°)Repérage et guidage | Le cheminement extérieur est celui du domaine public.   |
| ERP - IOP Existant/Arrêté du 8 décembre 2014/Art.3-Stationnement automobile/ II.-Caractéristiques minimales                       | Pas de parking privatif. Stationnement sur le domaine public.   |
| ERP - IOP Existant/Arrêté du 8 décembre 2014/Art.7-Circulations intérieures verticales/7.1 Escaliers                              | L'établissement est en rez-de-chaussée avec deux paliers séparés par deux marches. Le premier palier en libre accès est l'espace de vente et le second paliers est une zone de jeu. Les nez de marches seront balisés par de l'adhésif blanc. |
| ERP - IOP Existant/Arrêté du 8 décembre 2014/Art.10-Portes, portiques et sas  | La largeur de la porte d'entrée est d'1 mètre.  |
| ERP - IOP Existant/Arrêté du 8 décembre 2014/Art.12-Sanitaires  | Les sanitaires sont privés.   |

### PRESCRIPTIONS :

- 1 - L'établissement mettra à la disposition du public le registre d'accessibilité dans les conditions figurées dans le guide accessible avec le lien suivant : [https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Guide\\_aide\\_registre\\_public\\_accessibilite.pdf](https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Guide_aide_registre_public_accessibilite.pdf),
- 2 - Une aide humaine pour l'accès au second palier des personnes en fauteuil roulant sera prévue et signalée,
- 3 - Une bande d'éveil à la vigilance en haut des marches à 50 cm du bord pour les personnes mal voyantes devra être posée.

\*\*\*\*\*

En conséquence, je propose un **avis favorable** à la réalisation de ce projet et un **avis favorable** à la demande de dérogation. Je propose d'assortir cet avis des prescriptions énumérées ci-dessus.

A VESOUL, le mardi 31 octobre 2023

Pour le Préfet

L'instructeur

*Laforêt*

LAFORET Sebastien

NB : le gestionnaire est encouragé à déclarer son ERP sur la plateforme Accesslibre (<https://accesslibre.beta.gouv.fr>) qui permet de recenser l'accessibilité de tous les lieux recevant du public et de partager ces informations le plus largement possible.

DRAAF Bourgogne Franche-Comté

70-2023-11-24-00001

Arrêté portant prorogation de l'aménagement de la forêt communale de SAINT-BRESSON pour la période 2024-2025 avec application du 2° de l'article L122-7 du code forestier



Département : HAUTE-SAÔNE  
Forêt communale de SAINT-BRESSON  
Contenance cadastrale : 766,6059 ha  
Surface de gestion : 766,61 ha  
Prorogation du document d'aménagement  
pour la période **2024-2025**

**Arrêté d'aménagement n° 70-2023-11-24-00001**  
portant prorogation du document d'Aménagement de la forêt communale  
de SAINT BRESSON pour la période 2024 – 2025  
avec application du 2° de l'article L122-7 du code forestier

**Le Préfet de la région BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE**  
Préfet de la Côte d'Or,

- VU les articles L124-1,1°, L212-1, L212-2, L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, D212-5,2°, D214-15, D214-16, et R214-19 du code forestier ;
- VU les articles L122-7, L122-8, R122-23 et R122-24 du Code Forestier ;
- VU les articles L414-4 et R414-19 du Code de l'Environnement ;
- VU le schéma régional d'aménagement de la région Franche-Comté, arrêté en date du 23/06/2006 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 8 mars 2005 réglant l'aménagement de la forêt communale de SAINT BRESSON (Haute-Saône), pour la période 2004 – 2023 ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de SAINT-BRESSON, assemblée délibérante en date du 19/10/2023, visée par la Sous-préfecture de Lure le 23/10/2023, donnant son accord au projet de prorogation du document d'aménagement forestier qui lui a été présenté, et demandant le bénéfice des articles L122-7 et L122-8 du code forestier au titre de la réglementation propre à NATURA 2000 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret du 26 septembre 2022, nommant M. Franck ROBINE, Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 21-631 BAG du 24 octobre 2022 portant délégation de signature du préfet à Madame Marie-Jeanne FOTRÉ – MULLER et la décision n°2022-36 DRAAF-BFC du 04 novembre 2022, portant subdélégation à M. Pierre LAMBARÉ ;
- SUR proposition du Directeur Territorial de l'Office National des Forêts ;
- SUR proposition de la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La crise sanitaire touchant le hêtre et les résineux, actuellement en évolution sur le périmètre du Schéma Régional d'Aménagement de la région Franche-Comté, ne permet pas d'établir un état des lieux consolidé afin de réviser durablement l'aménagement de la forêt communale de SAINT-BRESSON arrivant à échéance le 31 décembre 2023.

Dans l'attente de la stabilisation de la crise sanitaire touchant les résineux et le hêtre **cet aménagement est prorogé pour une durée de deux ans (jusqu'au 31 décembre 2025)**, et la gestion de la forêt communale de SAINT-BRESSON sera adaptée selon les règles définies aux articles suivants.

**Article 2** : Durant la période de prorogation de l'aménagement, d'une durée de deux ans (2024 – 2025) :

- Les objectifs de gestion, les choix d'essences objectif, leurs critères d'exploitabilité et les traitements appliqués restent inchangés et sont maintenus par rapport à la période 2004 – 2023 ;
- La conversion en futaie régulière de la forêt est poursuivie ;
- La forêt reste concernée par une seule et unique série sylvicole dont les objectifs sont maintenus, à savoir :
  - o Production de bois d'œuvre de qualité, tout en assurant la protection générale des milieux et des paysages et en favorisant la biodiversité :
    - Vocation aulnes et végétation arbustive naturelle sur les 18,39 ha des stations forestières des bas de versants et fonds de vallons (C22, C25 et 7)
    - Vocation hêtre (50 % à long terme) associé à l'érable sycomore (20 %) et au sapin (15 %) avec diverses essences en mélange (dont le chêne sessile 10 %) partout ailleurs
- Lorsque, dans les unités de gestion ouvertes à la régénération - par décision de l'aménagement ou par suite du dépérissement - l'essence-objectif initialement prévue ne peut pas être maintenue du fait des dépérissements liés aux crises scolytes et aux sécheresses, elles pourront être remplacées :
  - o Prioritairement, par des essences citées comme essences-objectif principales ou secondaires par le Schéma régional d'aménagement pour l'unité stationnelle dont relève l'unité de gestion concernée, en tenant compte des plus récentes évolutions des connaissances sur la sensibilité de ces essences aux changements climatiques en cours ;
  - o Par des essences non citées par le Schéma régional d'aménagement pour l'unité stationnelle dont relève l'unité de gestion concernée, dans le cadre de la gestion courante. Ces essences sont alors choisies parmi les essences citées par l'arrêté préfectoral relatif à l'emploi des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'Etat sur le territoire d'application du Schéma régional d'aménagement.

**Article 3** : Dès à présent et jusqu'à la fin de la durée de la prorogation de deux ans :

- La structuration actuelle de la forêt en groupes de gestion est maintenue ;

- **Durant ces 2 ans de prorogation, les coupes de régénération se poursuivront uniquement sur les UG ou partie d'UG faisant partie du groupe de régénération.**  
Toutefois, les coupes initialement prévues par l'aménagement au sein des groupes de régénération, mais non encore réalisées, seront effectuées sous réserve de l'appréciation du gestionnaire sur :
  - L'urgence de la réalisation de ces régénérations au regard de la durée de survie estimée des semenciers et de l'existence d'une régénération installée et viable ;
  - L'impact des régénérations ouvertes par suite des dépérissements sur la proportion globale des peuplements ouverts en régénération au sein de la totalité des peuplements de la forêt ;
  - L'impact des récoltes induites par les dépérissements sur le marché du bois et l'approvisionnement durable de la filière aval, dans le cadre d'un pilotage par massif assuré par le directeur d'agence de l'Office national des forêts et applicable à chaque forêt après accord de la collectivité propriétaire ;
  - La capacité à assurer les plantations nécessaires à l'installation d'une nouvelle essence-objectif lorsque celle en place n'est pas retenue comme essence objectif, dans le cadre d'un pilotage par massif assuré par le directeur d'agence de l'Office national des forêts et applicable à chaque forêt après accord de la collectivité propriétaire ;
- Les coupes des autres groupes faisant l'objet d'une sylviculture de production ligneuse seront poursuivies selon les durées de rotation actées pour chaque groupe ; cependant, ces durées de rotation pourront être modulées au vu de l'impact des produits accidentels liés aux crises scolytes et dépérissements liés aux sécheresses, selon les modalités suivantes :
  - Dans les zones où l'évolution des dépérissements est lente, on procédera à la récolte progressive des bois dépérissants à l'occasion des passages en coupe prévus, dont la périodicité pourra être modulée selon les règles habituelles fixées par l'arrêté ministériel du 2 juillet 2004 relatif à la définition des coupes réglées, après accord du propriétaire sur l'état d'assiette annuel des coupes dans sa forêt ;
  - Dans les zones où les dépérissements sont les plus évolutifs, les rotations pourront être raccourcies autant que nécessaire pour permettre la récolte des bois dépérissants ou montrant des signes d'un dépérissement prochain, avant la perte de leur valeur commerciale, après accord du propriétaire sur l'état d'assiette annuel des coupes dans sa forêt ;
  - Dans les zones où la récolte des bois dépérissants aura conduit à une mise en régénération de fait, le classement en groupe de gestion ne sera pas modifié durant la période de prorogation. Cependant, les travaux nécessaires à la bonne venue de la régénération naturelle ou à la plantation d'une nouvelle essence-objectif seront mis en œuvre en tant que de besoin, en application des guides de sylviculture adaptés à l'essence objectif choisie. Dans ce cas, la capacité à assurer les plantations nécessaires à l'installation d'une nouvelle essence-objectif, lorsque celle en place n'est pas retenue comme essence objectif, sera appréciée dans le cadre d'un pilotage par massif assuré par le directeur d'agence de l'Office national des forêts en accord avec le propriétaire de la forêt, lequel arrêtera le programme annuel des travaux à mettre en œuvre dans sa forêt.
- L'Office national des forêts informera régulièrement la commune de SAINT BRESSON, de l'état de l'équilibre sylvo-cynégétique dans la forêt, de façon à lui permettre de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires au maintien de cet équilibre, en s'assurant en particulier que le niveau des demandes de plans de chasse concernant sa forêt est adapté à l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements, la pression du gibier étant de nature à limiter très fortement la résilience des peuplements en empêchant



l'installation des essences objectifs résistantes aux crises scolytes et dépérissements liés aux sécheresses et aux changements climatiques en cours.

**Article 4** : Sur l'ensemble de la forêt durant la période de prorogation 2024-2025 :

- **Le programme des coupes à réaliser sur la période 2024 – 2025** en application des règles de gestion énoncées ci-dessus est joint en annexe au présent arrêté :
  - o Les coupes concernant les groupes d'aménagement de jeunesse, d'amélioration feuillue ou résineuse sont programmées annuellement (*annexe 1*) ;
  - o Les coupes de régénération seront programmées annuellement par le gestionnaire en fonction de l'état des peuplements (*annexe 2*).
- Les parcelles non prévues en coupe dans le programme annexé pourront être parcourues en coupe de sécurisation ou en coupe sanitaire si besoin ;
- **Les travaux** d'entretien du réseau de desserte et les travaux nécessaires à l'installation de la régénération naturelle ou à la réussite des plantations, ainsi qu'à l'éducation des jeunes peuplements, **seront réalisés dans la continuité de l'ancien aménagement.**
- Toutes les mesures contribuant au maintien de l'équilibre sylvo-cynégétique seront systématiquement mises en œuvre, et les demandes de plans de chasse seront réévaluées chaque année au regard des observations sur l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements ;
- Les mesures définies par les consignes nationales de gestion visant à la préservation de la biodiversité courante (notamment la conservation d'arbres isolés à cavités, morts ou sénescents) ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface seront systématiquement mises en œuvre.

**Article 5** : La forêt communale de SAINT-BRESSON est concernée par les sites Natura 2000 « Vallée de la Lanterne » (ZSC n° FR4301344 et ZPS n° FR4312015) sur 54,24 ha, soit 7% de la surface forestière.

Ces sites ne concernent quelques parcelles forestières de la forêt communale de Saint Bresson (carte en annexe 3) :

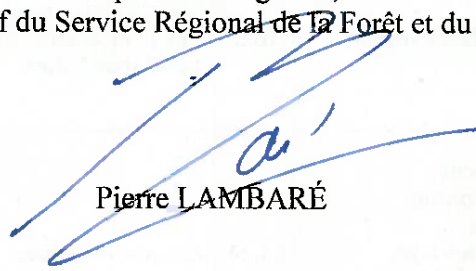
- **46 partie** (12,34 ha)
- **47** (15,39 ha) **concernée par une coupe en 2024 sur 7,08 ha.**
- **48** (12,54 ha)
- **49 partie** (1,80 ha)
- **50** (12,17 ha)

**Analyse des impacts de l'aménagement sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 pour la seule action à réaliser pendant la durée de la prorogation :**

- **martelage de l'unité de gestion 47\_af, sur 7,08 ha**
- **aucune coupe ni travaux sylvicoles ailleurs.**

Dijon, le 24 novembre 2023

Pour le Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté et par délégation,  
La Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt  
et par subdélégation,  
L'adjoint au Chef du Service Régional de la Forêt et du Bois



Pierre LAMBARÉ

|  | Habitats et espèces d'intérêt communautaire concernés  | surf. <sup>1</sup> (ha) | Décisions de l'aménagement pouvant engendrer un impact                 | surf. <sup>2</sup> (ha) | Actions de préservation prévues par l'aménagement   | Effets attendus et nature du bilan   |
|--|--|-------------------------|--|-------------------------|---|--|
| <b>Gestion multifonctionnelle ciblée sur un enjeu de biodiversité fort</b> |  |                         |  |                         |   |  |
| Vieillessement   | Tous habitats forestiers   | 16,5                    | Vieillessement progressif des peuplements issus de taillis sous Futaie | 7,08                    | Constituer une trame d'arbres disséminés à haute valeur biologique (morts, sénescents, à cavités, porteurs d'aire, etc...)                        | Maintien de très gros bois<br>Positif  |
| Espèces à enjeux particuliers  | Cigogne noire, Bondrée apivore, Milan royal, Gélinoite des bois, Busard Saint-Martin, Busard cendré, Pic mar   | 54,24                   | Coupes et travaux  | 7,08                    | Prévoir un calendrier des coupes et travaux évitant le dérangement des espèces rares ou protégées dans les périodes sensibles de leur cycle vital | Augmentation du succès reproducteur des espèces sensibles à très sensibles au dérangement.<br>Neutre à Positif |
| Espèce à enjeux particuliers   | Gélinoite des bois   | 54,24                   | Coupes et travaux  | 7,08                    | Conserver des éléments particuliers essentiels à la survie des espèces (arbustes à chatons et fruits charnus à l'échelle du massif)               | Neutre à positif   |
| Espèce à enjeux particuliers   | Dicrane vert   | 16,5                    | Coupes avec faible ouverture du couvert                                | 7,08                    |   | Neutre à positif   |
| Bilan général  | La prorogation du document d'aménagement engendre des effets notables dommageables sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 |                         |  |                         |   | non  |
|  | La prorogation du document d'aménagement forestier est compatible avec les objectifs de gestion et de conservation définis par le DOCOB                    |                         |  |                         |   | oui  |

<sup>1</sup> : surface de l'habitat situé dans le périmètre de la forêt en site Natura 2000

<sup>2</sup> : surface de l'habitat impacté par la décision de prorogation du document d'aménagement

**Article 6 :** Le document d'aménagement de la forêt de SAINT-BRESSON ainsi prorogé, est approuvé par application du 2° de l'article L122-7 du code forestier, pour le programme de coupes et de travaux sylvicoles restant à réaliser, à l'exclusion des travaux d'infrastructure, au titre de la réglementation propre à Natura 2000 relative à la Zone Spéciale de Conservation ZSC n° FR4301344 « Vallée de la Lanterne » instaurée au titre de la Directive européenne « Habitats naturels » et relative à la Zone de Protection Spéciale ZPS n° FR4312015 « Vallée de la Lanterne » instaurée au titre de la Directive européenne « Oiseaux » ; considérant que la forêt est située pour 7 % de sa surface dans les sites NATURA 2000.

**Article 7 :** L'aménagement prorogé par le présent arrêté, devra être révisé au terme du délai de 2 ans après la signature du présent arrêté.

**Article 8 :** La Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture, et de la Forêt, et le Directeur territorial de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la HAUTE-SAÔNE.

Cette prorogation d'aménagement forestier a été élaborée en collaboration avec :

Matthieu SIEGEL Responsable du triage de SAINT BRESSON, ONF

Pierre-Louis DIETZ Responsable de l'Unité Territoriale de LUXEUIL LES BAINS, ONF

Ainsi que Karine ONTANI (Géomaticienne ONF) pour la réalisation des cartes

Après avis de Madame Catherine BRESSON, Chargée de mission NATURA 2000 « Vallée de la Lanterne », EPTB

Rédigée par Pascale LAURAND

Chef de projet Aménagement

Agence ONF de Vesoul

A Luxeuil les Bains, le 04/10/2023

Vérifiée le 5/10/2023

par Myriam LAMURE

Responsable Aménagement

Agence ONF de Vesoul

Proposée le 07/11/2023

par Rémi COLLET

Directeur d'Agence

Agence ONF de Vesoul

Annexe 1 : Programme des coupes d'amélioration durant la période 2024 – 2025

Annexe 2 : Echancier indicatif des coupes de régénération durant la période 2024 – 2025

Annexe 3 : carte du document d'aménagement prorogé

Annexe 1 : Programme des coupes d'amélioration durant la période 2024 – 2025

| Année de passage       | Site | Group | Parcelle | UG aménagement | Surface UG (ha) | Surface à désigner (ha) | type de coupe | Mode | Composition | Calibre | Capital | VPR/ha feuillus | VPR/ha résineux | VPR total feuillus | VPR/ha résineux | VPR total résineux | VPR total    | Date dernier passage | Année prévue au programme initial | Observation   |
|------------------------|------|-------|----------|----------------|-----------------|-------------------------|---------------|------|-------------|---------|---------|-----------------|-----------------|--------------------|-----------------|--------------------|--------------|----------------------|-----------------------------------|---|
| 2024                   |      | AMETS | 24       | 24_af          | 7,94            | 7,94                    | AMEL          | C    | HET         | G       | 1       | 25              |                 | 199                |                 |                    | 199          | 2012                 | 2021                              |   |
| 2024                   |      | AMETS | 33       | 33_af          | 11,51           | 11,32                   | AMEL          | C    | HET         | G       | 2       | 25              |                 | 283                |                 |                    | 283          | 2015                 | 2015                              | Auhaye exclue   |
| 2024                   |      | AMETS | 47       | 47_af          | 7,08            | 7,08                    | AMEL          | C    | HET         | G       | 2       | 30              |                 | 212                |                 |                    | 212          | 2015                 | 2015                              |   |
| 2024                   |      | JEU   | 60       | 60_J           | 12,40           | 10,90                   | E1            | F    | HET         | P       | 2       | 25              |                 | 273                |                 |                    | 273          |                      |                                   |   |
|                        |      |       |          |                |                 | 1,50                    | E2            | F    | HET         | P       | 2       | 25              |                 | 38                 |                 |                    | 38           | 2017                 |                                   |   |
| 2024                   |      | AMER  | 5        | 5_ar           | 5,04            | 4,62                    | AMEL          | F    | S.P         | P       | 2       |                 | 25              | 116                |                 | 116                | 116          | 2012                 | 2018                              | Marcéée mas retirée de la vente en 2018. Présence auhaye et zone exploitées en 2019 |
| 2024                   |      | AMER  | 6        | 6_ar           | 2,37            | 1,28                    | AMEL          | F    | S.P         | P       | 2       |                 | 20              | 26                 |                 | 26                 | 26           | 2012                 | 2018                              | Marcéée mas retirée de la vente en 2018. Présence zone exploitées en 2019           |
| 2024                   |      | AMER  | 7        | 7_ar           | 6,87            | 5,82                    | AMEL          | F    | S.P         | P       | 2       |                 | 30              | 175                |                 | 175                | 175          | 2012                 | 2018                              | Marcéée mas retirée de la vente en 2018. Présence auhaye et zone exploitées en 2019 |
| 2024                   |      | AMER  | 20       | 20_ar          | 5,86            | 0,56                    | AMEL          | F    | S.P         | G       | 2       |                 | 50              | 28                 |                 | 28                 | 28           | 2012                 | 2018                              | Marcéée mas retirée de la vente en 2018. Présence auhaye et zone exploitées en 2019 |
| 2024                   |      | AMER  | 23       | 23_ar          | 1,59            | 1,59                    | AMEL          | F    | S.P         | G       | 2       |                 | 50              | 80                 |                 | 80                 | 80           | 2012                 | 2018                              | Marcéée mas retirée de la vente en 2018   |
| 2024                   |      | AMER  | 62       | 62_ar          | 5,44            | 5,44                    | AMEL          | F    | S.P         | G       | 2       |                 | 50              | 272                |                 | 272                | 272          | 2012                 | 2018                              | Marcéée mas retirée de la vente en 2018   |
| <b>Sous-total 2024</b> |      |       |          |                |                 | <b>56,05</b>            |               |      |             |         |         |                 |                 | <b>1 064</b>       |                 | <b>695</b>         | <b>1 699</b> |                      |                                   |   |
| 2025                   |      | AMETS | 57       | 57_af          | 11,76           | 11,76                   | AMEL          | C    | HET         | G       | 2       | 27              |                 | 318                |                 |                    | 318          | 2015                 | 2015                              |   |
| 2025                   |      | AMETS | 61       | 61_af          | 17,95           | 17,95                   | AMEL          | C    | HET         | G       | 2       | 20              |                 | 359                |                 |                    | 359          | 2016                 | 2016                              |   |
| 2025                   |      | JEU   | 40       | 40_J           | 4,21            | 1,62                    | E1            | F    | HET         | P       | 2       | 20              |                 | 32                 |                 |                    | 32           |                      |                                   |   |
|                        |      |       |          |                |                 | 2,59                    | E2            | F    | HET         | P       | 2       | 20              |                 | 52                 |                 |                    | 52           | 2016                 |                                   |   |
| 2025                   |      | JEU   | 41       | 41_J           | 3,29            | 3,29                    | E2            | F    | HET         | P       | 2       | 20              |                 | 66                 |                 |                    | 66           | 2016                 |                                   |   |
| 2025                   |      | AMER  | 13       | 13_ar          | 12,62           | 12,62                   | AMEL          | F    | S.P         | M       | 2       |                 | 30              | 379                |                 | 379                | 379          | 2012                 | 2018                              | Marcéée mas retirée de la vente en 2018   |
| 2025                   |      | JEU   | 63       | 63_J           | 9,46            | 9,46                    | E2            | F    | DOU         | P       | 2       |                 | 50              | 473                |                 | 473                | 473          | 2013                 |                                   |   |
| <b>Sous-total 2025</b> |      |       |          |                |                 | <b>59,29</b>            |               |      |             |         |         |                 |                 | <b>827</b>         |                 | <b>852</b>         | <b>1 678</b> |                      |                                   |   |
| <b>TOTAL</b>           |      |       |          |                |                 | <b>117,34</b>           |               |      |             |         |         |                 |                 | <b>1 830</b>       |                 | <b>1 547</b>       | <b>3 377</b> |                      |                                   |   |

**Annexe 2 : Echancier indicatif des coupes de régénération durant la période 2024 - 2025**

| Année | Unité de programmation de coupe |      | Groupe | Mode | Type de peuplement | Calibre | Capital | Code coupe | Surface totale UG ha | Surface à désigner ha |
|-------|---------------------------------|------|--------|------|--------------------|---------|---------|------------|----------------------|-----------------------|
|       | Pile                            | UG   |        |      |                    |         |         |            |                      |                       |
| 2024  | 35                              | 35_r | REGT   | C    | CHH                | G       | 3       | RS         | 12,20                | 12,20                 |
| 2025  | 25                              | 25_r | REGT   | C    | CHH                | G       | 3       | RS         | 13,14                | 12,33                 |

| <b>Codes des groupes</b>                                 |  |
|--|--|
| AMETS  | Amélioration de TSF en conversion  |
| AMER   | Amélioration de futaie résineuse (coupes)  |
| JEU  | Amélioration de futaie jeune (feuillue ou résineuse)   |
| REGT   | Régénération à entamer et terminer   |
| <b>Codes des types de coupes :</b>                       |  |
| AMEL   | Coupe d'amélioration indifférenciée<br>(conversion en Taillis Sous Futaie ou futaie régulière) |
| E1   | Première éclaircie   |
| E2   | Deuxième éclaircie   |
| RS   | Coupe secondaire (régénération)  |
| <b>Codes des modes de traitement</b>                     |  |
| C  | TSF en conversion  |
| F  | Futaie régulière   |
| <b>Codes de la composition en essences</b>               |  |
| HET  | Hêtre (> 70 %)   |
| CHH  | Chênes (sessiles ou pédonculés) et hêtre entre 30 et 70 %                                      |
| S.P  | Sapin pectiné (> 70 %)   |
| DOU  | Douglas (> 70 %)   |
| <b>Code du calibre des essences</b>                      |  |
| P  | Petits bois prépondérants  |
| M  | Moyens bois prépondérants  |
| G  | Gros bois prépondérants  |
| <b>Codification du capital en essences de production</b> |  |
| 1  | Peuplement pauvre  |
| 2  | Peuplement de niveau de capital équivalent à l'objectif  |
| 3  | Peuplement à décapitaliser   |











Préfecture de Haute-Saône

70-2023-11-24-00006

Arrêté portant délégation de signature à Mme Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône



**ARRETE PREFECTORAL n°70-2023-**

*portant délégation de signature à Madame Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône*

Le préfet de la Haute-Saône

- VU** le Code de la commande publique ;
- VU** la loi n°85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'État, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité ;
- VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône – M. Romain ROYET ;
- VU** le décret n°2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État ;
- VU** le décret n°2020-99 du 7 février 2020 relatif à l'organisation et aux missions des secrétariats généraux communs départementaux ;
- VU** l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leur fonction dans les directions départementales interministérielles ;
- VU** l'arrêté du 28 décembre 2017 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'Intérieur ;

VU l'arrêté préfectoral n° 70-2020-11-20-025 du 20 novembre 2020, portant organisation du secrétariat général commun de la Haute-Saône ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture et des directeurs des directions départementales interministérielles concernées ;

## ARRÊTE

**Article 1er :** Délégation est donnée à Madame Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions et actes relatifs à la gestion de fonctions et moyens mutualisés en matières budgétaires, d'achats publics, d'affaires immobilières, de systèmes d'information et de communication, de logistique, de ressources humaines, de relation avec la médecine de prévention, d'action sociale au bénéfice des agents des services de la préfecture et des directions départementales interministérielles de la Haute-Saône.

Sous réserve des dispositions particulières visées aux articles suivants.

### **Article 2 : Gestion administrative du secrétariat général commun**

Délégation est donnée à Madame Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences toutes correspondances et actes administratifs se rapportant au fonctionnement du secrétariat général commun.

### **Article 3 : Gestion budgétaire**

Délégation est donnée à Madame Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône, en qualité de responsable d'unité opérationnelle (RUO) déléguée et/ou de centre de coûts déléguée, de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les programmes ci-dessous :

- **Programmes traités uniquement dans leur composante sociale (y compris médecine de prévention)**
  - 124 : Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales
  - 134 : Développement des entreprises et régulations
  - 148 : fonction publique
  - 155 : Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail
  - 176 : Police nationale
  - 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
  - 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture
  - 216 : Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur
  - 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (hors dépenses relatives à la convention de gestion entre la DDT70 et la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté)
- **Programmes traités dans le cadre des attributions du SGC**
  - 362 : Ecologie :
    - Verdissement du parc automobile-intérieur
    - Rénovation énergétique – AAP État
  - 363 : Compétitivité :
    - Mise à niveau numérique de l'État, des territoires et des entreprises, modernisation des administrations régaliennes
  - 216 : Conseil juridique et traitement du contentieux (Action n° 6)

- **Programmes traités dans leur intégralité :**
  - 354 : Administration territoriale de l'État
  - 723 : Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État
  - 348 : Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs (ancienne formulation : Rénovation des cités administratives)
  - 349 : Transformation publique

#### **Article 4 : Gestion des achats publics**

Délégation est accordée à Madame Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône, à l'effet de signer en qualité de pouvoir adjudicateur, tous les actes relatifs à la passation et à l'exécution des marchés publics de l'État relevant du champ de compétences du secrétariat général commun.

#### **Article 5 : Gestion des ressources humaines**

Délégation est donnée à Madame Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions et tous documents relatifs à la gestion du personnel de la préfecture, des directions départementales interministérielles et du secrétariat général commun listés à l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leur fonction dans les directions départementales interministérielles et l'arrêté du 28 décembre 2017 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'Intérieur.

La signature des actes suivants est réservée au secrétaire général de la préfecture et aux directeurs départementaux interministériels s'agissant des agents placés sous leur autorité :

- Octroi des congés annuels et des jours de repos au titre de l'ARTT (car délégué aux chefs de service)
- Octroi de congés de maternité, de paternité, d'adoption et du congé bonifié.
- Autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique et retour dans l'exercice des fonctions à temps plein
- Utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps.
- Octroi des autorisations d'absence, à l'exception de celles relatives à l'exercice du droit syndical.
- Sanctions y compris les rapports relatifs à celles-ci
- Définition des fonctions ouvrant droit à la NBI
- Décisions et propositions relatives aux éléments variables de la rémunération des agents
- Propositions relatives aux promotions
- Arrêté d'imputabilité au service des accidents de travail et de service

#### **Article 6 : Gestion de l'action sociale**

Délégation est donnée à Madame Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions individuelles de prestations et tous les arrêtés attributifs de subvention entrant dans le champ de compétence du bureau de l'action sociale hors dépenses relatives à la convention de gestion entre la DDT70 et la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté.

#### **Article 7 : Gestion des frais de déplacements**

Délégation est donnée à Madame Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et

compétences les autorisations et la gestion des déplacements temporaires des agents du secrétariat général commun ainsi que les actes comptables liés au déplacement des agents de la préfecture et des directions départementales interministérielles.

### **Article 8 : Absence et intérim**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône, la délégation de signature qui lui est consentie aux articles 1 à 7 est exercée par M. Jean-Yves JACQUES, adjoint à la directrice du secrétariat général commun départemental.

### **Article 9 : Signature réservée au Préfet**

Sont réservés à la signature de M. le Préfet de la Haute-Saône les correspondances administratives avec les ministres, les parlementaires, le préfet de région, les élus, les courriers et décisions concernant les établissements publics de coopération intercommunale et le conseil départemental de la Haute-Saône ainsi que les marchés publics supérieurs au seuil de 139 000 € HT.

### **Article 10 : Subdélégation de signature**

Madame Anne RIEGERT définira la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes à sa place si elle est elle-même absente ou empêchée.

Cette subdélégation prendra la forme d'un arrêté signé de Madame Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental de la Haute-Saône qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône et dont une copie sera transmise au préfet, ainsi qu'aux directeurs des directions départementales interministérielles.


**Article 11 :** L'arrêté préfectoral n°70-2023-10-16-00006 du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à Madame Anne RIEGERT, directrice du secrétariat général commun départemental est abrogé.

**Article 12 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé-recours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 13 :** Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, les directeurs départementaux interministériels et la directrice du SGCD, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône.

Fait à Vesoul, le 24 NOV. 2023

Le Préfet,



Roman ROYET



Préfecture de Haute-Saône

70-2023-11-24-00007

Arrêté portant délégation de signature à Mme  
Cécile LECLERCQ-POULIN, directrice des  
collectivités territoriales et de la coordination  
interministérielle



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté,  
de l'immigration et des libertés publiques  
Bureau des affaires juridiques  
et du contentieux de l'Etat**

**ARRETE PREFECTORAL n°70-2023-**

*portant délégation de signature à Mme Cécile LECLERCQ-POULIN, directrice des  
collectivités territoriales et de la coordination interministérielle*

Le préfet de la Haute-Saône

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône – M. Romain ROYET ;
- VU le décret du 9 avril 2021 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône - M. Michel ROBQUIN ;
- VU l'arrêté ministériel n°15/0501/A du 12 juin 2015 portant nomination et détachement de Mme Cécile LECLERCQ-POULIN dans un emploi de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;
- VU l'arrêté préfectoral n°70-2020-12-28-051 du 28 décembre 2020 portant organisation de la préfecture de Haute-Saône ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1.** Délégation de signature est donnée à Mme Cécile LECLERCQ-POULIN, directrice des collectivités territoriales et de la coordination interministérielle de la préfecture, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions pour autant qu'elles relèvent du ministère chargé de l'intérieur ou de départements ministériels qui ne disposent pas de services en Haute-Saône, tous actes administratifs à l'exception :

- \* des actes réglementaires ;
- \* des actes pris en la forme d'arrêté ;
- \* des décisions faisant grief ou attribuant un avantage financier ;
- \* des actes administratifs faisant l'objet d'une délégation au sous-préfet de Lure dans les matières intéressant son arrondissement.

En outre, délégation de signature est donnée à Mme Cécile LECLERCQ-POULIN pour assurer la présidence de la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) en cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du corps préfectoral.

**Article 2.** Délégation de signature est également donnée à Mme Cécile LECLERCQ-POULIN, à l'effet de signer au nom du préfet de la Haute-Saône :

- \* Programme 354 « administration territoriale » : l'expression des besoins des dépenses et la constatation du service fait, par carte achat et dans la limite de 500 euros, au sein du service prescripteur "moyens et logistique Haute-Saône".

**Article 3. Bureau du contrôle budgétaire et de légalité**

Délégation est donnée à Mme Emeline NEMON-SOUCHIERE, chef du bureau du contrôle budgétaire et de légalité, à l'effet de signer dans le cadre des attributions dudit bureau :

- \* les extraits de documents, accusés de réception, demandes de renseignements et toutes correspondances courantes ne comportant pas une décision ;
- \* les ordres à payer trimestriels du FCTVA ;
- \* la validation des arrêtés de versement FCTVA dans l'application ALICE ;
- \* le rôle des associations foncières.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emeline NEMON-SOUCHIERE, chef du bureau du contrôle budgétaire et de légalité, la délégation prévue au présent article est donnée à Mme Laurence DULERY DA SILVA, adjointe au chef du bureau du contrôle budgétaire et de légalité (sauf pour les actes relatifs au FCTVA).

**Article 4. Bureau de l'appui aux collectivités territoriales**

Délégation est donnée à Mme Estelle ROSSI, chef du bureau de l'appui aux collectivités territoriales, à l'effet de signer dans le cadre des attributions dudit bureau :

- \* les extraits de documents, accusés de réception, demandes de renseignements et toutes correspondances courantes ne comportant pas une décision ;
- \* l'expression des besoins des dépenses des programmes 119, 112, 120, 122, 362, 363 et 754 dans la limite de 1 000 euros pour lesquels le préfet est responsable de l'unité opérationnelle (RUO) ;
- \* la constatation du service fait concernant les dépenses des programmes 119, 112, 120, 122, 362, 363 et 754 dans la limite de 1 000 euros pour lesquels le préfet est responsable de l'unité opérationnelle (RUO).

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Estelle ROSSI, chef du bureau de l'appui aux collectivités territoriales, la délégation prévue au présent article est donnée à Mme Elisabeth GUICHARD, adjointe au chef du bureau de l'appui aux collectivités territoriales, et en son absence à Mme Magalie SARRE, attachée principale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Estelle ROSSI, Mme Magalie SARRE est autorisée à signer, s'agissant des CRTE (contrats de relance et de transition écologique), les extraits de documents, accusés de réception, demandes de renseignements et toutes correspondances courantes ne comportant pas une décision.

**Article 5. Bureau de la coordination interministérielle**

Délégation de signature est donnée à Mme Julie CHAUVIN, chef du bureau de la coordination interministérielle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions dudit bureau :

- \* les extraits de documents, accusés de réception, demandes de renseignements et toutes correspondances courantes ne comportant pas une décision ;
- \* les récépissés concernant les installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration au titre de la loi du 19 juillet 1976.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Julie CHAUVIN, chef du bureau de la coordination interministérielle, la délégation de signature prévue au présent article est donnée à Mme Anne MARCEIX, adjointe au chef du bureau de la coordination interministérielle.

**Article 6.** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécile LECLERCQ-POULIN, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté, est exercée par Mme Julie CHAUVIN, adjointe à la directrice des collectivités territoriales et de la coordination interministérielle et chef du bureau de la coordination interministérielle.

**Article 7.** L'arrêté préfectoral n° 70-2023-10-16-00005 du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Cécile LECLERCQ-POULIN, directrice des collectivités territoriales et de la coordination interministérielle, est abrogé.

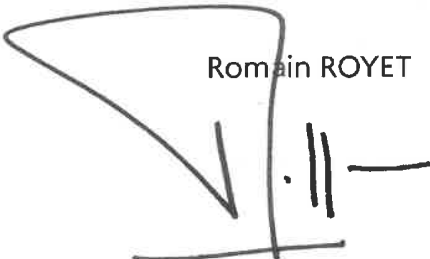
**Article 8.** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Besançon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 9.** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Vesoul, le 24 NOV. 2023

Le Préfet,

Romain ROYET



Préfecture de Haute-Saône

70-2023-11-24-00002

AP portant attribution de la médaille d'honneur  
agricole au titre de la promotion du 1er janvier  
2024



**Arrêté N°**

Portant attribution de la médaille d'honneur agricole  
au titre de la promotion du 1<sup>er</sup> janvier 2024

Le Préfet de la Haute-Saône  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Palmes Académiques

**VU** le décret du 17 juin 1890 instituant la médaille d'honneur agricole ;

**VU** le décret n°84-1110 du 11 décembre 1984 modifié relatif à l'attribution de la médaille d'honneur agricole ;

**VU** l'arrêté du 11 décembre 1984 autorisant les préfets, à décerner les médailles d'honneur agricoles ;

**VU** le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du Préfet de la Haute-Saône, Monsieur Romain ROYET ;

Sur la proposition de Madame la Directrice de Cabinet :

**ARRÊTE**

**Article 1 :** La médaille d'honneur agricole ARGENT est décernée à :

- **Monsieur BILLERY Laurent**  
Chargé d'activité, CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE COMTE, BESANCON  
demeurant à Ray-sur-Saône
- **Monsieur BOFFY Cedric Jean Louis**  
Conseiller commercial des agriculteurs, CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE  
COMTE, BESANCON  
demeurant à Villers-sur-Port
- **Monsieur COULON Yohann**  
Conseiller commercial des agriculteurs, CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE  
COMTE, BESANCON  
demeurant à Roye

- **Madame DALI Karama**  
Adjointe au responsable du pôle moyens de paiement, CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE COMTE, BESANCON  
demeurant à Vesoul
- **Monsieur GAUCHEY THIERRY**  
CHAUFFEUR LAITIER, SODIAAL UNION, PEIGNEY  
demeurant à BOURBEVELLE
- **Monsieur RUAUX Stephane**  
Responsable d'unité - manager, CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE COMTE,  
BESANCON  
demeurant à Girefontaine

**Article 2 :** La médaille d'honneur agricole Vermeil est décernée à :

- **Madame BOUGEOT Patricia**  
Analyste qualifiée, CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE COMTE, BESANCON  
demeurant à Rioz
- **Monsieur CLAUDEL Didier Daniel**  
Responsable de domaine qualifié, CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE COMTE,  
BESANCON  
demeurant à Frotey-lès-Vesoul
- **Monsieur DUVERNOIS Christian Joel Lucien**  
Chauffeur laitier, SODIAAL UNION, PORT-SUR-SAONE  
demeurant à Amance
- **Madame NICOT Nathalie, Françoise, Claude**  
Responsable comptable, SOCIETE DE DIFFUSION INTERNATIONALE AGRO-  
ALIMENTAIRE, PARIS 14  
demeurant à Vesoul

**Article 3 :** La médaille d'honneur agricole OR est décernée à :

- **Monsieur GRANGEOT Christophe**  
Conducteur de véhicule, COOPERATIVE AGRICOLE TERRE COMTOISE, RIGNEY  
demeurant à Beaumotte-Aubertans
- **Monsieur LEDUC Philippe**  
Chauffeur laitier, SODIAAL UNION, PORT-SUR-SAONE  
demeurant à Passavant-la-Rochère
- **Monsieur PONNELLE Pierre Emmanuel Marie**  
Chauffeur laitier, SODIAAL UNION, PORT-SUR-SAONE  
demeurant à Bucey-lès-Traves

**Article 4 :** La médaille d'honneur agricole GRAND OR est décernée à :

- **Madame OTHENIN Corinne**  
Employée de banque, CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE COMTE, BESANCON  
demeurant à Échenoz-la-Méline



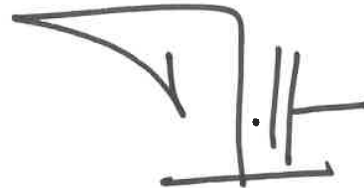
- **Monsieur TUROCZI Alain**

Employé, CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE, BESANCON  
demeurant à Frahier-et-Chatebier

**Article 4 :** Madame la Directrice de Cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Vesoul, le **24 NOV. 2023**

Le Préfet,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'R' followed by a vertical line and a horizontal line, with a small dot and another vertical line to the right, and a horizontal line at the bottom.

Romain ROYET